

ÉVALUATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIÈRES (HSM)

Décembre 2023 | Mali

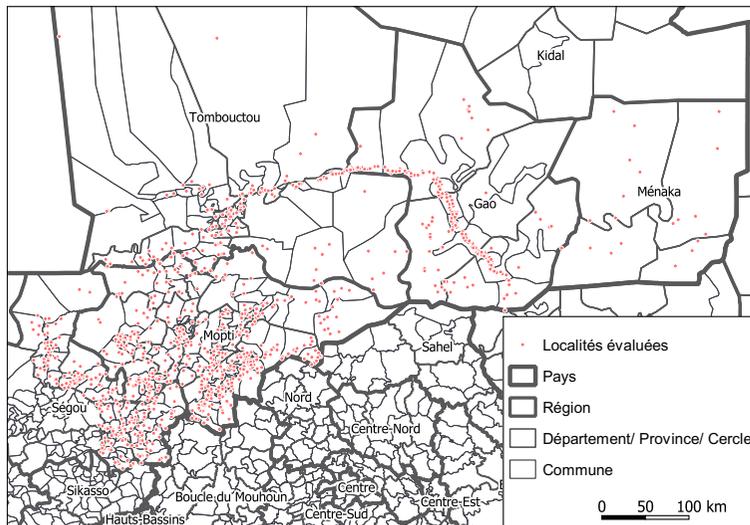
SITUATION OVERVIEW

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions inter-communautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les cercles situés dans la zone frontalière¹.

Cette évaluation, offre un aperçu périodique de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 391 961 personnes déplacées internes (PDI)², soit 93 925 ménages à la date du 30 septembre 2023, selon le rapport de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)³.

Carte 1. Carte des localités enquêtées :



MESSAGES CLÉS

- Selon les ICs⁴, **83%** des localités évaluées **n'auraient pas accès à leurs moyens de subsistance habituels** contre **82% en Septembre**.
- La grande majorité des ICs, qui ont évoqué la propre production cultivée comme **principale source de nourriture (61%)** ont également tous cité le manque de capital pour démarrer une activité génératrice de revenus (**54%**) comme **raison principale au manque d'accès aux moyens d'existence** à l'exception de Ménaka.
- Dans **78%** des localités évaluées, **aucune assistance n'aurait été reçue au cours du mois précédent la collecte** avec une proportion toujours plus importante dans les régions du Nord: Ménaka (91%), Tomboutou (88%) et Gao (81%).
- Selon les ICs, dans **63%** des localités évaluées, **aucune stratégie d'adaptation n'était prévue pour les populations en âge d'aller à l'école** en cas de non fonctionnalité ou de fermeture des écoles avec une proportion de 93% dans la région de Mopti contre 40% dans celle de Tombouctou.
- **70%** des localités évaluées n'auraient accès à aucun service de protection VBG⁵ et **89%** n'auraient pas accès au service de protection de l'enfant. Aussi, la région de **Ménaka ne disposerait ni de service d'accès au logement, ni de service de protection contre les VBG, ni de service de protection de l'enfant et encore moins de service de lutte anti-mine.**
- **La population n'était pas sensibilisée à l'usage du savon dans 63% des localités évaluées selon les ICs.**

NOTE À LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées selon les informations rapportées par les ICs. L'ensemble des données porte sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.

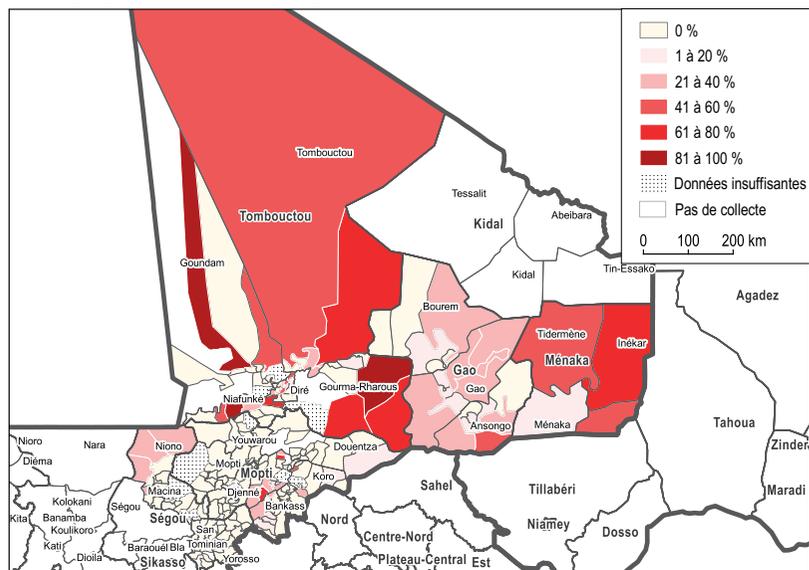


USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 2. % de localité où la quantité de nourriture était insuffisante pour la majorité de la population non-déplacée, selon les ICs :



Selon les ICs interrogés au cours du mois de Décembre 2023, la majorité des populations déplacées internes (PDI) avait une quantité de nourriture **insuffisante dans 48%** des localités évaluées au Mali contre **18% pour les populations non déplacées**. La situation s'est légèrement améliorée pour les PDI par rapport au **mois de Septembre 2023 (63%)**, selon les données HSM collectées⁶. De façon générale, les IC ont rapporté que dans les localités évaluées au Mali, la majorité des PND⁷ avait une **quantité de nourriture tout juste suffisante dans 49%**. Cette situation était de **62%** des localités évaluées de la région de Mopti avec une proportion de 90% dans le cercle de Koro, 86% à Bankass, 80% à Bandiagara et 70% à Youwarou.

Les ICs de **62%** des localités évaluées ont évoqué l'élevage et/ou la vente de produits d'élevage et de bétail tels que le lait, les oeufs et les volailles comme principales sources de revenus de la majorité de la population avec une proportion de **100%** dans le cercle de Tidermène.

Toutefois, le type d'activité de subsistance le plus perturbé serait également l'élevage de bétail avec une proportion de **35%** des localités évaluées particulièrement dans la région de Mopti où elle serait de 58%.

Par ailleurs, pour **54%** des localités évaluées, les ICs ont évoqué le manque d'accès au capital pour démarrer une activité comme principale raison au manque de moyens d'existence avec une proportion de **78%** dans la région de Ségou.

Tableau 1 : % de localités par principales barrières à l'accès à suffisamment de nourritures pour les populations non déplacées, selon les ICs par région:

	Gao	Ménaka	Mopti	Segou	Tombouctou
Prix trop élevés	59%	66%	24%	78%	46%
Manque d'argent	41%	41%	12%	42%	40%
Insécurité	6%	17%	50%	67%	11%

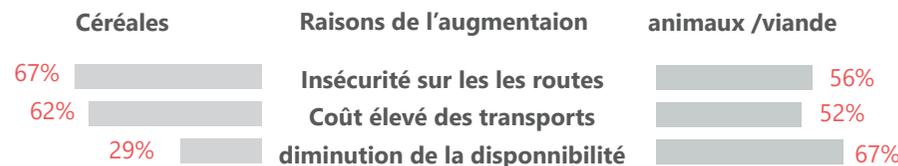
Tableau 2 : % de localités par principales barrières à l'accès à suffisamment de nourritures pour les populations déplacées, réfugiées et retournées, selon les ICs par région:

	Gao	Ménaka	Mopti	Segou	Tombouctou
Manque d'argent	49%	75%	33%	55%	68%
Prix trop élevés	62%	50%	23%	71%	64%
Stock épuisés	43%	75%	4%	48%	5%

L'absence de **marché ouvert au moins 1 jour par semaine et accessible à distance de marche** concernait **25% des localités évaluées**. Les régions de Ménaka (63%), Gao (28%) et Tombouctou (24%) étaient les plus touchées.

La fermeture des marchés serait la raison principale au manque de marchés fonctionnels dans **26%** des localités évaluées. Aussi, les principales sources de nourriture pour la majorité de la population seraient la propre production cultivée et la propre production de bétail dans respectivement **61%** et **28%** des localités évaluées.

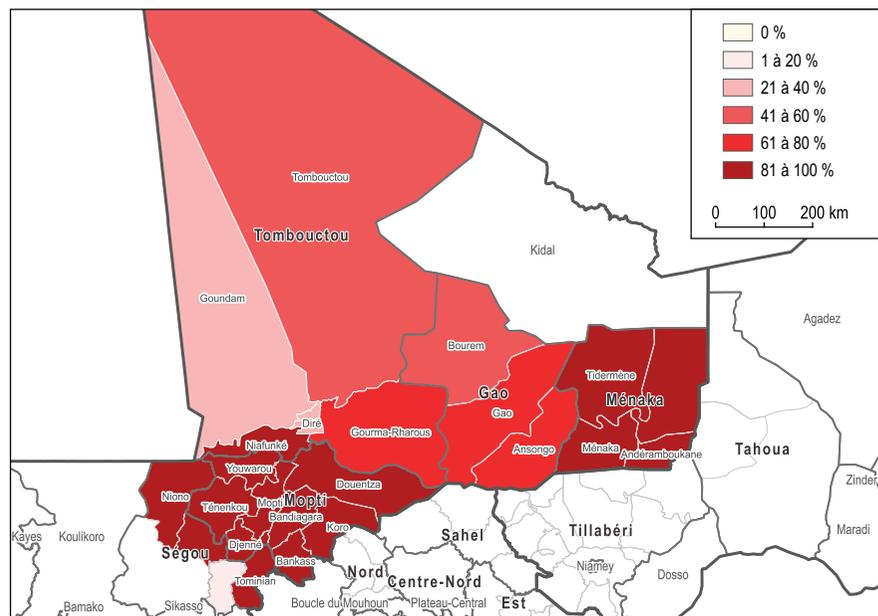
Figure 1 : % de localités où les ICs ont rapporté une évolution à la hausse du prix des denrées (parmi les localités où le marché était ouvert au moins un jour par semaine et accessible à distance de marche) :



79% des localités évoquent la consommation d'aliments moins chers et moins préférés comme principale stratégie d'adaptation utilisée par la majorité de la population.

PROTECTION

Carte 3. % de localités où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps, selon les ICs :



Selon les ICs, au Mali, la majorité de la population ne s’est pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans **77%** des localités évaluées. Ce pourcentage était de 97% dans la région de Ménaka, 94% à Mopti, 69% à Ségou, 64% à Tombouctou et 61% à Gao. De façon générale, cette situation sécuritaire était semblable à celle rapportée au mois de septembre qui était de **76% des localités évaluées**.

Par ailleurs, les ICs ont rapporté que seulement **11%** des localités évaluées avaient accès à un service de protection de l’enfant avec des proportions très faibles à Gao (2%), Ségou (3%), Mopti (10%) et une absence totale dans la région de Ménaka.

Aussi, dans 87% des localités évaluées, les ICs rapportent que la population n’aurait pas accès à un service de lutte anti-mine et **70% n’aurait pas accès à un service de protection contre les VBG**

Figure 2 : % de localités par principales inquiétudes des hommes et des garçons en matière de protection :

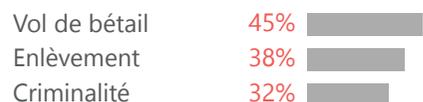
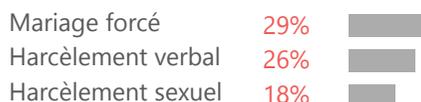


Figure 3 : % des localités par principales inquiétudes des femmes et des filles en matière de protection :



DÉPLACEMENT

Carte 4. % de localités où les ICs ont rapporté l’arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte :

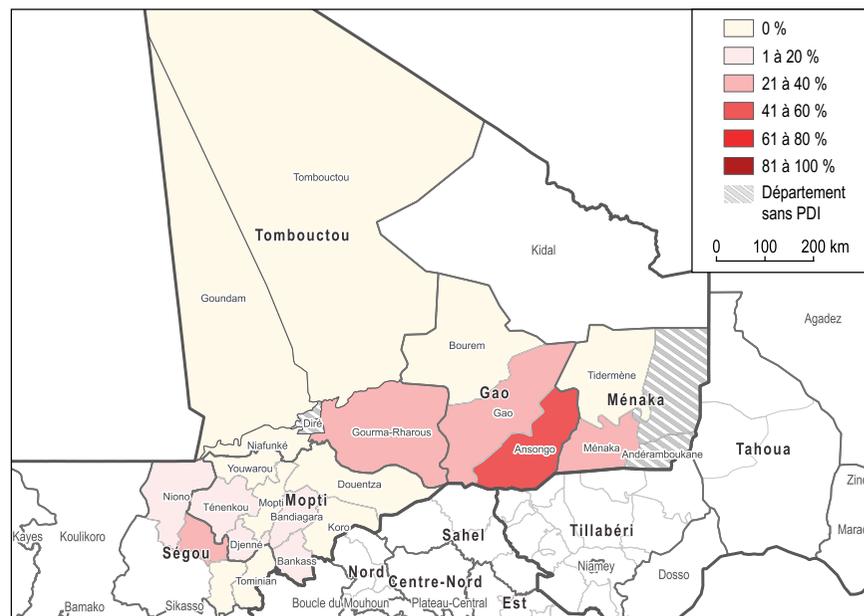
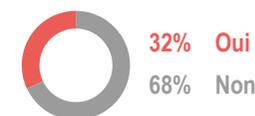


Figure 4 : % de localités par raisons principales expliquant la présence de PDI au cours des 30 derniers jours⁸ :



Figure 5 : % de localités recensant des déplacements de PND vers d’autres localités :



En Décembre 2023, selon les ICs, des PDI seraient présents dans **25%** des localités évaluées avec une proportion nettement élevée dans les cercles de Bankass (80%), Bandiagara (78%), Koro (72%), Niono (58%) et Tominian (54%). Par ailleurs, les ICs ont rapporté des arrivées de PDI au cours des 30 jours précédents la collecte dans **14%** des localités évaluées où la présence de PDI avait été rapportée contre **4% pour le mois de Septembre**. Ces mouvements étaient plus accentués dans les régions de Gao et Ménaka avec une proportion de (25%) chacune contre 2% et 3% respectivement dans les régions de Mopti et Ségou.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES (BNA)

Selon les ICs interrogés, la majorité des populations déplacées serait affectée par les problèmes liés aux conditions d'hébergement dans **89%** des localités évaluées contre **15%** des localités pour les populations non déplacées. **Dans 41% des localités, la majorité des PDI occuperait des installations et des sites sans aucun type d'accord. Aussi, la majorité des PDI vivrait sur des sites non aménagés dans 9% des localités évaluées.**

En outre, les logements construits en dur (43%), les tentes traditionnelles comme celles utilisées habituellement par les nomades (23%), les cases traditionnelles (16%) et les abris de transition tels que les bâches (12%) seraient les types d'abris les plus utilisés par la majorité des populations déplacées des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée. Il n'existerait également pas de **RHU (Unités d'Hébergement pour Déplacés)** dans aucune des localités évaluées où la présence de PDI est rapportée. Par ailleurs, au cours des 30 jours précédant la collecte de données, les problèmes les plus communs en rapport avec les conditions d'hébergement des ménages étaient : **l'incapacité des ménages à cuisiner ou à conserver correctement les aliments dans 18% des localités évaluées et le manque d'espace qui obligent certains membres des ménages à dormir dehors ou à même le sol (17%).**

Figure 6 : % de localités par principales raisons de la récente destruction des abris (parmi les localités ayant été impactées par les récentes destructions d'abris), selon les ICs :

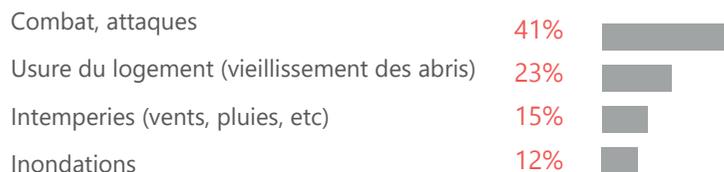


Tableau 3 : % de localités par types de biens non alimentaires (BNA) qui n'étaient pas disponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin par région :

	Articles de couchage	Articles d'hygiène femme	Savon	Moustiquaire
Gao	63%	56%	49%	59%
Ménaka	54%	49%	37%	11%
Mopti	64%	36%	42%	36%
Ségou	49%	62%	20%	28%
Tombouctou	58%	58%	80%	76%

ÉDUCATION

Figure 7 : % de localités évaluées où la majorité de la population en âge d'aller à l'école avait accès à des infrastructures d'éducation formelle, fonctionnelle et à distance de marche selon les ICs :



Tableau 4 : % de localités par principales barrières qui limitaient l'accès à l'éducation pour les garçons selon les ICs par région :

	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou
Fermeture des écoles	59%	67%	76%	36%	51%
Manque d'enseignants	26%	27%	37%	42%	54%
Eloignement des infrastructures	27%	20%	24%	11%	49%

Tableau 5 : % de localités par principales barrières qui limitaient l'accès à l'éducation pour les filles selon les ICs par région :

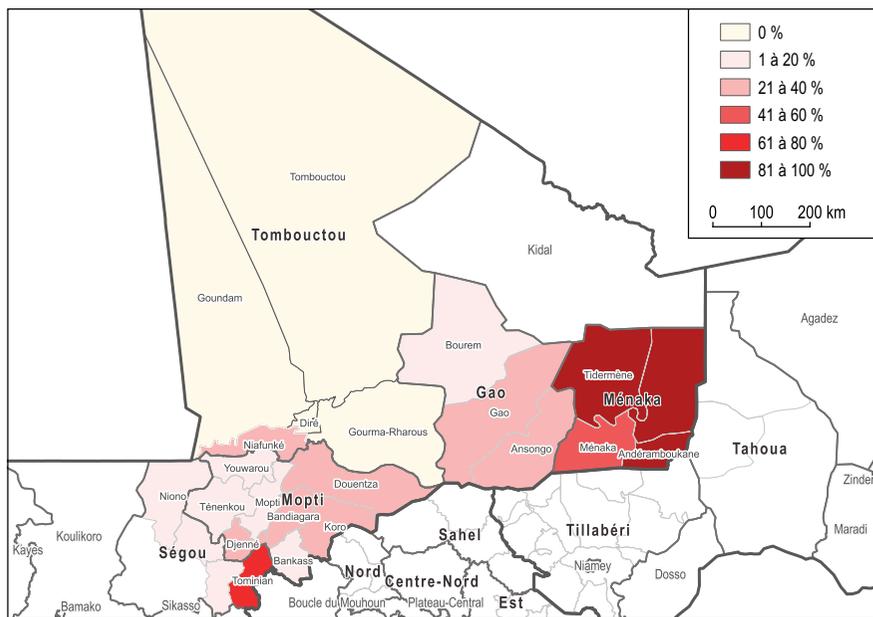
	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou
Insécurité	59%	70%	78%	39%	51%
Manque d'enseignant	27%	30%	43%	44%	47%
Eloignement des infrastructures	26%	20%	26%	11%	33%

Figure 8 : % de localités par principale occupation des filles et des garçons en cas de non-fréquentation de l'école, selon les ICs par région :



EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage, selon les ICs :



Les principaux problèmes en lien avec l'accès à l'eau dans les localités où la majorité des populations n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins quotidiens du ménage seraient **l'attente trop longue aux points d'eau à cause d'une grande affluence (53%) et le manque de récipients pour transporter ou stocker l'eau (33%)**.

L'utilisation de source non-améliorée (puit non-protégé, forage non-couvert) ou des eaux de surface pour l'approvisionnement en eau de boisson pour la majorité de la population était rapportée par les ICs interrogés dans 28% des localités évaluées. Ce pourcentage était plus important dans les cercles de Niono (59%), Tidermène (50%), San (44%), Niafunké (49%), Douendza (45%), Ménaka (42%) et Koro (40%).

Par ailleurs, **dans 29% des localités évaluées, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre**, avec des proportions particulièrement élevées dans les cercles d'Inékar (100%), Tidermène (86%) et Andéramboukane (86%). Aussi, la majorité de la population n'utilisait pas de latrines à cause de leurs insuffisances et de leurs absences dans respectivement **62% et 33% des localités**.

SANTÉ ET NUTRITION

Selon les ICs, la majorité de la population dans **26%** des localités évaluées au Mali n'a pas obtenu des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin au cours des 30 jours précédant la collecte de données contre **12% pour le mois de Septembre**. Ce défaut d'accès à un service de santé a été le plus rapporté dans les localités évaluées des régions de Ménaka (63%), Gao (27%), Tombouctou (20%) et Ségou (13%). Cette proportion était de 100% dans le cercle d'Andéramboukane, 83% à Inékar, 57% à Tidermène, 48% à Tominian et 34% à Gao. **La raison principale** de cette situation selon les ICs serait **l'éloignement des infrastructures de santé par rapport aux habitations dans 85%** des localités évaluées au Mali où le manque d'accès à des soins de santé a été rapporté. Parmi les **74%** de localités évaluées au Mali où la majorité de la population avait accès aux services de santé, la majorité des populations dans **90%** des localités avait accès à un **centre de santé communautaire (CSCOM)** comme principal type de service de santé accessible.

Par ailleurs, l'absence d'ONG fournissant des services de prise en charge de la malnutrition a été rapportée par les ICs dans **95%** des localités évaluées au Mali, avec une large proportion dans les régions de Ménaka et Tombouctou (100%), Gao (98%) et Mopti (91%).

Aussi, il a été rapporté que pour se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche avec le mode de transport le plus commun, la majorité de la population dans **12% des localités évaluées prendrait 1 heure à une demi-journée**.

Figure 9 : % de localités disposant de CSCOM comme principal type de service de santé accessible par région :

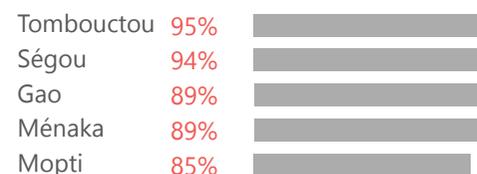
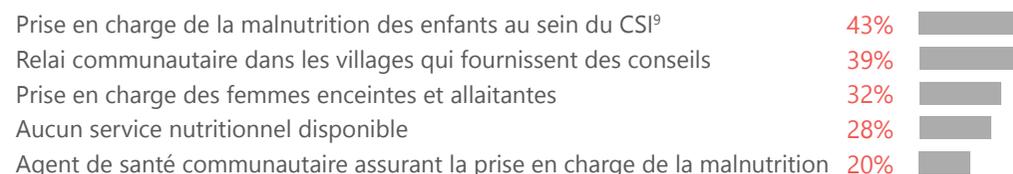


Figure 10 : % des localités évaluées où la majorité de la population prendrait 1H à une demi-journée pour se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche, avec le mode de transport le plus commun par région :



Figure 11 : % de localités par types de services de prise en charge de la malnutrition des enfants et des femmes enceintes et allaitantes, accessibles à distance de marche :



REDEVABILITÉ

Selon les ICs, une partie de la population aurait reçu une assistance humanitaire dans seulement **22%** des localités évaluées au Mali. Cette proportion serait plus faible dans les régions évaluées du Nord notamment, Gao (19%), Tombouctou (12%) et Ménaka (9%). Par ailleurs, la majorité des populations était dans une totale méconnaissance des mécanismes de gestion de plainte dans 65% des localités où une partie de la population a reçu une assistance humanitaire. En outre, les populations seraient consultées pour l'identification des bénéficiaires de l'assistance dans **96%** des localités où la présence d'assistance a été rapportée. Cependant, la majorité des populations ayant reçu de l'assistance serait largement insatisfaite ou quelque peu insatisfaite dans respectivement **7%** et **3%** des localités. Les raisons principales de cette insatisfaction seraient, l'insuffisance de la quantité et de la qualité de l'assistance dans respectivement **95%** et **23%** des localités évaluées où de l'assistance a été apportée par les humanitaires et où la majorité des populations n'en ont pas été satisfaites. En outre, les modalités préférées de retour concernant l'aide reçue serait le face-à-face avec les travailleurs humanitaires dans **61%** des localités et les réunions communautaires **45%**.

Figure 12 : % de localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte des données par cercle :

Région de Ménaka	Région de Gao	Région de Mopti
Anderamboukane 0%	Ansongo 16%	Youwarou 0%
Inekar 0%	Gao 19%	Tenenkou 17%
Tidermene 0%	Bourem 21%	Douendza 28%
Ménaka 20%		Mopti 29%
		Djenné 44%
		Bandiagara 44%
		Bankass 48%
		Koro 52%
Région de Ségou	Région de Tombouctou	
San 20%	Niafunké 0%	
Macina 28%	Gourma Rarhous 3%	
Tominian 42%	Tombouctou 18%	
Niono 44%	Diré 20%	
	Goundam 35%	

Tableau 6 : Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population des localités évaluées par région :

Régions	1	2	3
Gao	Sécu.AI ¹⁰ (84%)	Moy.Sub ¹¹ (66%)	AGR ¹² (55%)
Ménaka	Sécu.AI (86%)	Santé (66%)	Educ,AGR (46%)
Mopti	Sécu.AI (70%)	AGR (67%)	BNA ¹³ (53%)
Ségou	AGR (61%)	BNA (58%)	Sécu.AI (57%)
Tombouctou	AGR (69%)	Sécu.AI (63%)	Moy.Sub (50%)

COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

Figure 13 : % de localité par principales sources d'informations de la majorité de la population :

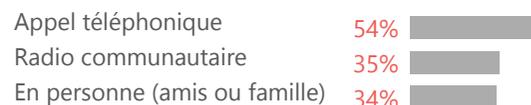


Figure 15 : % des localités par types d'informations qui auraient été utiles pour la population :

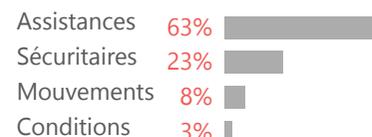


Figure 14 : % de localités évaluées où la population n'avait pas accès à un téléphone fonctionnel :

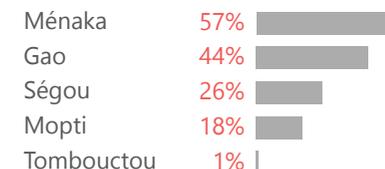
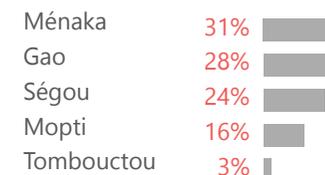


Figure 16 : % de localités évaluées où un réseau téléphonique stable existait :



Selon les ICs interrogés, la majorité de la population aurait des difficultés d'accès à de l'information concernant l'assistance humanitaire disponible dans 14% des localités évaluées. Ce défaut d'accès à l'information a été rapporté dans 31% des localités évaluées dans la région de Ménaka et dans 23% de celles de la région de Gao. La raison principale évoquée serait d'ordre sécuritaire dans 55% des localités suivi par le manque de réseau mobile (28%). Aussi, l'appel téléphonique a été évoqué par les ICs comme étant le principal canal de communication utilisé par la majorité de la population dans 54% de localités évaluées. Toutefois, il est important de noter que l'accès au réseau mobile serait inexistant dans 19% des localités évaluées avec une proportion de 57% dans la région de Ménaka et 29% à Gao.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les cercles et les communes d'intérêt (admin 2 et admin 3) situées sur le territoire malien le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

Au total, pour la collecte de Décembre 2023, 1142 localités ont été évaluées au Mali via des informateurs-clés (ICs). Ces ICs ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des ICs ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (cercle) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 8 et le 18 Décembre 2023. Les résultats présentés doivent être considérés comme indicatifs.

NOTES DE BAS DE PAGES

PAGE 1

¹ https://www.impact-repository.org/document/reach/8919e6fa/REACH_BFA_MLI_NER_externalToR_HSM_2022_Octobre.pdf.

² PDI : Population Déplacée Interne, toutes personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise.

³ [Matrice de Suivi des déplacements \(DTM\) septembre 2023](#).

⁴ ICs : Informateurs Clés

⁵ VBG : Violence Basée sur le Genre

PAGE 2

⁶ [HSM Septembre 2023](#)

⁷ PND : Population Non Déplacée (personne résidant dans la localité et ne s'étant pas déplacée)

PAGE 3

⁸ Les ICs pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

PAGE 5

⁹ **CSI: Centre de Santé Intégré**

PAGE 6

¹⁰ Secu.AI : Sécurité alimentaire; soutien pour les activités agricoles (distribution de semences, engrais, outils, clotures, sensibilisation)

¹¹ Moy.Sub : Moyen d'existence, Argent contre travail.

¹²AGR : Activités génératrices de Revenu (Soutien aux développement d'activités generatrices de revenus (cooperatives, PME, financements, etc.)

¹³ BNA : Bien Non Alimentaires, distribution de bien non alimentaire (ustensiles de cuisine, seaux, bidons, vêtements, moustiquaires, etc.).

Couverture

Mali | Gao, Menaka, Mopti, Tombouctou et Ségou.



1170

ICs interviewés

- 899 ont visité les localités au cours des 30 jours précédant la collecte de données
- 271 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Tableau 7 : Localités évaluées par cercle :

Région	Cercle	Nombre de localités (Total)	Localités évaluées
Gao	Ansongo	161	74
	Bourem	191	66
	Gao	232	125
Ménaka	Anderamboukane	29	7
	Inekar	22	7
	Ménaka	32	15
	Tidermène	23	6
Mopti	Bandiagara	593	97
	Bankass	441	79
	Djenné	300	34
	Douentza	346	46
	Koro	483	88
	Mopti	384	54
	Ténenkou	356	42
Segou	Youwarou	233	30
	Macina	499	56
	Niono	349	39
	San	574	71
Tombouctou	Tominian	377	50
	Dire	122	33
	Goundam	181	31
	Gourma-Rharous	171	29
	Niafunké	345	40
	Tombouctou	130	23

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action